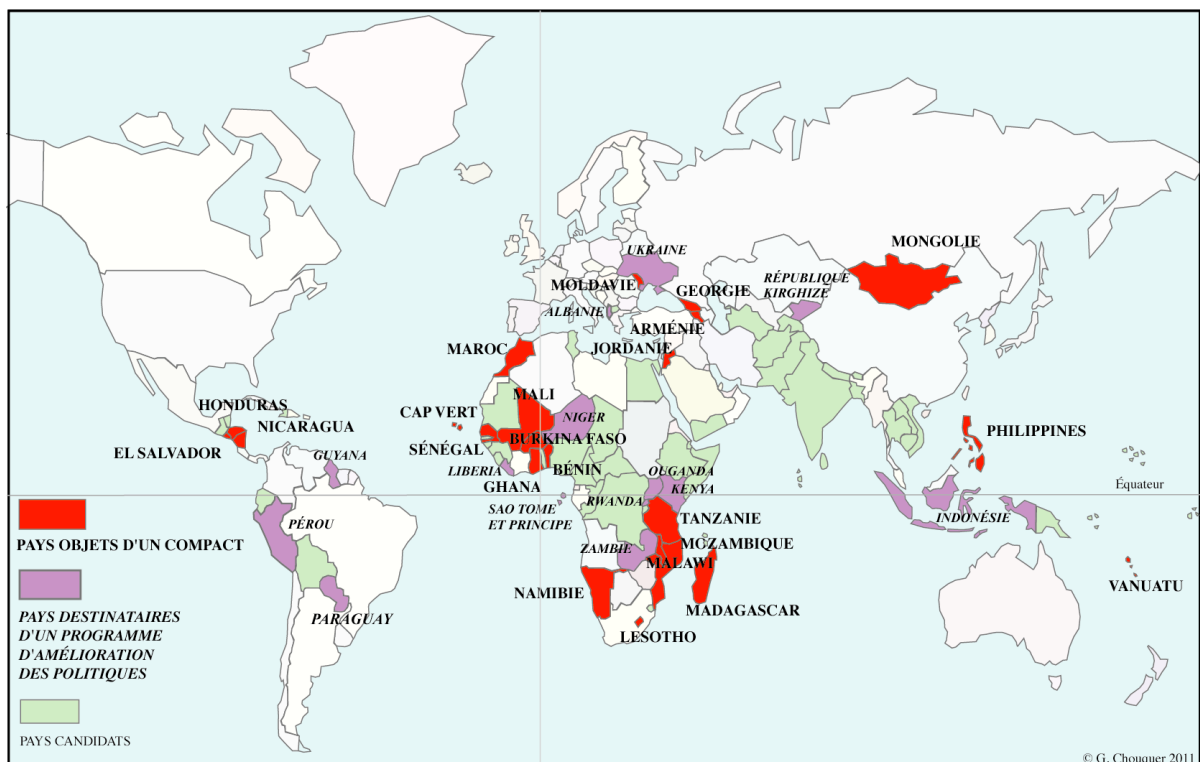




Cette carte rassemble l'information sur la répartition mondiale, par pays et par type d'aide, de l'aide au développement des États-Unis d'Amérique. Elle a été établie à partir des listes et des statistiques publiées sur le site du *Millenium Challenge Corporation*, consulté à la date de juillet 2011.

Le *Millenium Challenge Corporation* est une agence créée en janvier 2004 par le Congrès des États-Unis, pour l'aide aux pays pauvres. Elle est aujourd'hui présidée par la Secrétaire d'État, Hillary Rodham Clinton.



Trois niveaux apparaissent sur la carte.

### **Les 23 États élus au titre d'un *Compact*.**

L'aide américaine passe par la négociation d'un *Compact*, entre l'agence américaine pour l'aide au développement, dite *Millenium Challenge Corporation* (MCC), et un pays national. Cette négociation entraîne la création d'un organisme bilatéral nommé *Millenium Challenge Account*, ce qu'on peut traduire par "Compte ou Agence pour les objectifs du Millénaire".

Qu'est-ce qu'un *Compact* du MCC et quel est le rôle de l'Agence dite *MCA* ? On nomme *compact* le contenu du contrat que le *Millenium Challenge Corporation* passe avec un pays en développement choisi pour sa bonne gouvernance et dans l'objectif de financer sa croissance économique et de réduire sa pauvreté, au moyen d'un programme d'aide sur plusieurs années. Le but du *Compact* n'est pas de passer ou de superviser des contrats (commerciaux, industriels ou de service, ou d'acquisitions de terre à grande échelle), lesquels sont d'une ampleur financière beaucoup plus grande que l'aide consentie. Il est de préparer les conditions de ces futurs investissements en équipant et en stabilisant le pays élu. Trois axes sont généralement retenus : « gouverner avec justice (*Ruling Justly*) », « investir dans le peuple (*Investing in people*) » et « liberté économique (*Economic Freedom*) ». Les politiques foncières (*Land rights and access*) font partie de cet équipement, dans l'axe « Liberté économique » de chaque compact, indiquant par là les objectifs du projet : favoriser l'investissement, notamment privé. Dans le domaine foncier, les programmes phares du MCC actuellement en cours sont celui du Bénin (36 millions de dollars) et celui de la Mongolie (5,9 millions de dollars), ainsi que celui du Ghana. D'autre part, les programmes dits "de sécurité alimentaire" du Honduras, du Mali et de Tanzanie ont des effets fonciers très réels.

### **Les 21 États bénéficiant d'un programme ciblé, dit *Threshold Program* (programme de seuil ou de niveau)**

Il s'agit de faire bénéficier un pays d'un programme de seuil ou de mise à niveau par rapport à tel ou tel objectif, afin de préparer son éligibilité future à l'obtention d'un *Compact*. Ces programmes interviennent soit sur politiques ciblées, soit sur des objectifs de réforme institutionnelle. Deux pays disposent de deux programmes tuilés, l'Albanie et le Paraguay.

### **Les États candidats à une aide au développement.**

Cette liste comprend environ 80 pays. Il faut également signaler que le MCC publie une liste de pays prohibés pour l'aide en 2011, en raison de leur situation politique, de l'atteinte aux droits de l'Homme, ou de leur insécurité : Birmanie (République du Myanmar), Côte d'Ivoire, Érythrée, Madagascar, Corée du Nord, Soudan, Ouzbékistan, Zimbabwe, Chine, Irak, Syrie.

### **L'aspect foncier : *Land Rights and Access***

Pour évaluer l'éligibilité et le bon déroulement d'un programme dans le domaine de la politique foncière, le MCC utilise les indicateurs de l'IFAD et de l'IFC.

— *International Fund for Agricultural Development* (IFAD ; en français, FIDA) est une agence financière des Nations Unies créée en 1977, à la suite de la *World Food Conference* de 1974.

— *International Finance Corporation* (IFC) est une institution du Groupe de la Banque Mondiale, qui développe un instrument d'évaluation de la réglementation des affaires nommé *Doing Business*. Avec l'indicateur "Transfert de propriété", ce thème examine les étapes, les délais et le coût lié à l'enregistrement des biens de propriété, en prenant comme hypothèse le cas normalisé d'un entrepreneur qui souhaite acheter un terrain et un immeuble qui est déjà immatriculé et ne fait pas l'objet d'un litige foncier.

Les critères retenus pour l'évaluation des politiques foncières ne sont donc pas orientés vers la connaissance et la compréhension des situations réelles, de complexité et d'imbrication de droits, en raison des héritages historiques anciens ou récents, mais plutôt vers la promotion d'une situation nouvelle d'enregistrement rapide, afin de créer les conditions d'existence d'un marché foncier.

#### **Source :**

**Millenium Challenge Corporation, United States of America, site internet.**

<http://www.mcc.gov/pages/countries>

<http://www.mcc.gov/documents/reports/report-2010001036301-candidate-country-report.pdf>

#### **Bibliographie**

### **Sur les indicateurs et l'évaluation des politiques publiques d'aide au développement**

Site de l'IFC

<http://francais.doingbusiness.org/data/exploretopics/registering-property>

Site de l'OCDE :

[http://www.oecd.org/document/58/0,3746,fr\\_2649\\_34435\\_46583482\\_1\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.oecd.org/document/58/0,3746,fr_2649_34435_46583482_1_1_1_1,00.html)

#### **Autres titres**

Sébastien ABIS et Paula CUSI, *Convoitises sur les terres agricoles mondiales. Les pays arabes au cœur du débat*, Note d'analyse du CIHEAM n° 61, octobre 2010, 8 p.

Lorenzo COTULA, Sonja VERMEULEN, Rebeca LEONARD et James KEELEY, *Land grab or development opportunity ? Agricultural investment and international land deals in Africa*, IIED / FAO / IFAD, London et Rome 2009, 120 p., ISBN : 978-1-84369-741-1

Shepard DANIEL and Anuradha MITTAL, *(Mis)investment in Agriculture. The Role of the International Finance Corporation in Global Land Grabs*, Préface de Howard G. Buffett, The Oakland Institute, 2010, 54 p.

Laurent DELCOURT (coord.), *Pressions sur les terres. Devenir des agricultures paysannes. Points de vue du Sud*, coll. Alternatives-Sud, ed. Syllepse, Paris 2010, 216 p.

Olivier DE SCHUTTER, *Le droit à l'alimentation*, rapport pour la 65<sup>e</sup> session de l'Assemblée Générale des Nations Unies, 11 août 2010, 27 p.

[http://www.srfood.org/images/stories/pdf/officialreports/20101021\\_access-to-land-report\\_fr.pdf](http://www.srfood.org/images/stories/pdf/officialreports/20101021_access-to-land-report_fr.pdf)

Hernando DE SOTO, *Le mystère du capital*, coll. Champs, ed. Flammarion, Paris 2005.

*Development Policy Stance on the Topic of Land Grabbing — the Purchase and Leasing of Large Areas of Land in Developing Countries*, Rapport édité par Karin Foljanty et Jutta Wagner, et rédigé par Adolf Kloke-Lesch et Klaus Krämer. Collection BMZ Discourses series, n° 15, Bonn août 2009, 20 p.

Foncier et Développement, site du comité technique du MAEE et de l'AFD. <http://www.foncier-developpement.org/>

*Gouvernance foncière et sécurisation des droits dans les pays du Sud. Livre blanc des acteurs français de la Coopération*, Comité technique Foncier et Développement, juin 2009, 128 p.

Philippe LAVIGNE-DELVILLE, Sécurisation foncière, formalisation des droits, institutions de régulation foncière et investissements. Pour un cadre conceptuel élargi, *Revue des Questions Foncières*, 1-2010, p. 5-33.

Philippe LAVIGNE-DELVILLE, La réforme foncière rurale au Bénin. Émergence et mise en question d'une politique instituant dans un pays sous régime d'aide, *Revue française de science politique*, vol. 60, n° 3, 2010, p. 467-491.

*Les appropriations de terres à grande échelle. Analyse du phénomène et propositions d'orientations*, Comité technique "Foncier et Développement" (AFD-MAEE), juin 2010, 56 p.  
<http://www.foncier-developpement.org/vie-des-reseaux/le-projet-appui-a-lelaboration-des-politiques-foncieres/les-appropriations-de-terres-a-grande-echelle-analyse-du-phenomene-et-propositions-dorientations>

*Les cessions d'actifs agricoles à des investisseurs étrangers dans les pays en développement, Éléments de diagnostic et pistes de recommandation*, Mission présidée par Michel Clavé, Rapports et documents du Centre d'analyse stratégique, Paris juin 2010, 108 p.

Paul MATHIEU, Les acquisitions internationales à grande échelle de terres agricoles. Enjeux, perspectives, risques et opportunités, présentation au séminaire de Montpellier, 3 septembre 2009, disponible sur le site du CIRAD.

<http://www.google.fr/#hl=fr&xhr=t&q=Paul+Mathieu+FAo&cp=14&pf=p&sclient=psy&aq=0&aql=&oq=Paul+Mathieu+F&pbx=1&fp=d91a4bbaddef500e>

Michel MERLET et Clara JAMART, avec la collaboration de Mathieu Perdriault et Samuel L'Orphelin, *Commercial pressures on Land Worldwide. Issues and Conceptual framework for ILC study*, ILC, mars 2009, 26 p.

*Rising Global Interest in Farmland. Can It Yield Sustainable and Equitable Benefits ?*, The World Bank, 7 septembre 2010, 139 p.

Carin SMALLER et Howard MANN, *A Thirst for Distant Lands : Foreign investment in agricultural land and water*, rapport de l'International Institute for Sustainable Development, Winnipeg, Canada, mai 2009, 23 p.  
[http://www.iisd.org/pdf/2009/thirst\\_for\\_distant\\_land.pdf](http://www.iisd.org/pdf/2009/thirst_for_distant_land.pdf)

André TEYSSIER, Landry RAMARJOHN et Rivo ANDRIANIRINA RATSIALONANA, Des terres pour l'agro-industrie internationale ? Un dilemme pour la politique foncière malgache, dans *EchoGéo*, 11, 2010, décembre 2009-Février 2010.  
<http://echogeo.revues.org/11649#ftn8>

Gérard Chouquer, juillet 2011.